

ACTIVITÉS EXTRA-PÉDAGOGIQUES

L'accessoire devient essentiel



Rencontres Sciences Po / Sud Ouest

Le mariage de la rigueur
universitaire et de l'approche
journalistique

Trajectoire

MOHAMED BERRADA :
De l'étoile du Maroc
au port de la Lune

Recherche

Pierre Sadran :
La science
et le territoire



Édito

Par Vincent HOFFMANN-MARTINOT,
directeur de Sciences Po Bordeaux

L'excellence, le respect, l'ambition

Forte de ses 63.000 étudiants, de ses 110 unités de recherche, de ses 550.000 m² de surfaces bâties, l'Université de Bordeaux se positionne parmi les cinq plus importantes universités en province. Les pouvoirs publics (État, Région Aquitaine et autres collectivités locales) ne s'y sont pas trompés d'ailleurs en intégrant, parmi les toutes premières universités françaises, celle de Bordeaux au sein de « l'Opération Campus » destinée à rénover en profondeur les établissements d'enseignement supérieur et de recherche, sur quelques sites répartis sur tout le territoire national. Sciences Po Bordeaux a pris conscience, dès le lancement du processus, de l'importance et de la nécessité d'être un acteur particulièrement dynamique au sein du PRES Université de Bordeaux. Après plus de trois années de plein engagement, l'Institut s'implique de nouveau très fortement dans l'initiative d'excellence de l'Université de Bordeaux qui regroupe les projets les plus ambitieux destinés à s'inscrire dans le vaste programme « investissements d'avenir » (plus connu du grand public sous l'appellation « Grand emprunt », voire pour les Bordelais, sous le vocable « Emprunt Juppé-Rocard »).

Il s'agit, ni plus ni moins, de renforcer l'Université de Bordeaux dans trois axes majeurs : contribuer au rayonnement international de la France avec l'objectif clair de positionner l'Université de Bordeaux parmi les 100 meilleures au monde ; faire progresser l'Aquitaine comme région hautement innovatrice ; positionner l'Université de Bordeaux sur des marchés à haute valeur ajoutée et à forte perspective de croissance dans une perspective à la fois « haut de gamme » et soutenable. C'est dans ce triptyque que l'Université de Bordeaux conçoit huit projets de Laboratoires d'Excellence (LabEx) (un neuvième étant en cours de réflexion). Les LabEx, regroupements d'équipes dont l'excellence est reconnue et bénéficiant d'une forte visibilité internationale, ont trois objectifs : 1) contribuer à faire l'agenda international ; 2) créer un effet d'entraînement sur les 11 pôles d'excellence de l'Opération Campus ; 3) promouvoir de nouvelles méthodologies disciplinaires.

Sciences Po Bordeaux a souhaité s'impliquer très nettement dans un des huit projets de LabEx, celui porté par les sciences humaines, les sciences sociales et politiques, la santé publique et l'épidémiologie. Ce projet est une véritable opportunité pour mettre en commun les compétences de quelques unes des meilleures équipes de recherche des Universités Bordeaux 2, 3 et IV et de Sciences Po Bordeaux. Porté par Robert Lafore, directeur honoraire de notre institut et professeur de droit public à Sciences Po Bordeaux tout en étant chercheur associé au COMPTRESEC, unité mixte de recherche du CNRS et de l'Université Montesquieu – Bordeaux IV, ce LabEx offrira de formidables potentialités de développement de la recherche transdisciplinaire.

Au-delà de ce projet que Sciences Po Bordeaux entend défendre par l'implication de ses enseignants-chercheurs et de ses Unités mixtes de recherche, l'Institut d'Études Politiques de Bordeaux plaide également pour le renforcement institutionnel de l'Université de Bordeaux, dans une voie qui reste encore à définir, collégialement, entre tous les partenaires fondateurs du PRES. J'ai déjà eu l'occasion de dire, dans les différentes instances de l'Université de Bordeaux, combien il est nécessaire de nous doter d'outils efficaces et efficaces à la hauteur de nos ambitions partagées. Seulement il n'est jamais simple de faire travailler ensemble des acteurs aux cultures très différentes (sciences « dures » et sciences « molles », littéraires, mathématiciens, chimistes, linguistes, médecins, juristes, sociologues, physiciens, politistes, économistes, épidémiologistes, ... et j'en oublie !). Il est parfois encore plus compliqué de faire « coexister pacifiquement » des « cousins très germains » (juristes privatistes et publicistes, historiens et géographes, physiciens de la matière et neuro-physiciens, biologistes et chimistes... et j'en passe). Tant il est vrai qu'on ne se fâche vraiment bien qu'en famille...

Il faudra beaucoup de sens des responsabilités et une très forte dose de positivité pour que les ambitions individuelles des uns et des autres augmentées des querelles de chapelles n'emportent les bonnes volontés. Il faudra aussi une vraie prise en compte, sans faux-semblants et chausse-trappes, des statuts et des autonomies des uns et des autres pour que le principe de subsidiarité ne soit jamais remis en cause. C'est lui qui garantira aux établissements composantes de l'Université de Bordeaux la sauvegarde de ce qu'ils considèrent comme de l'ordre du non-négociable ou de l'intangible au sein d'une structure universitaire fédérale et renforcée.

C'est dans cette perspective et avec cette feuille de route que je représente Sciences Po Bordeaux au sein des instances du PRES Université de Bordeaux. C'est à ces conditions, tout simplement légitimes, qu'il me semble tout à fait possible de nous engager, auprès de notre tutelle ministérielle, dans la voie d'un nouveau statut juridique mettant, à terme, l'Université de Bordeaux en phase avec ses ambitions pour lui permettre, du même coup, de jouer pleinement sa chance dans la « course au grand emprunt ».

Vincent HOFFMANN-MARTINOT

Le jeudi 18 novembre entre 15h et 21h,

sera organisée à Sciences Po Bordeaux une **opération exceptionnelle du PRES Université de Bordeaux** avec la société VECTUEL de **présentation en 3D de l'Opération Campus**.
Conférence finale en présence de Vincent Feltse (président de la CUB), Alain Juppé (maire de Bordeaux) et Alain Rousset (député, président du Conseil régional d'Aquitaine) en fin de journée.
Présence souhaitée de nombreux étudiants.



SOMMAIRE

4-5

RECHERCHE ✓

Pierre Sadran : La science et le territoire

6

CHRONIQUE ✓

Jacques PALARD :

Territoire[s] et développement

7-11

DOSSIER ✓

ACTIVITÉS EXTRA PÉDAGOGIQUES :

L'accessoire devient essentiel

12

RENCONTRES SCIENCES PO BORDEAUX / SUD OUEST ✓

**Le mariage de la rigueur universitaire
et de l'approche journalistique**

14-15

TRAJECTOIRE ✓

Mohamed BERRADA :

De l'étoile du Maroc au port de la Lune

16

AU RYTHME DU MONDE ✓

Aline CONUS :

La (jeune) dame de Shanghai

Directeur de la publication :
Vincent HOFFMANN-MARTINOT

Comité de lecture :
Vincent HOFFMANN-MARTINOT, Didier CHABAULT,
Emmanuel NADAL, Jean PETAUX

Coordination : Jean PETAUX

Rédaction en chef :
Jean-Michel LE CALVEZ, « Person'Alizé »

Edition : Pascal BERNAGAUD, « Com'unique »

Maquette & Mise en page : Thierry PIERS

Photos : Laurent WANGERMEZ - Fotolia

Impression : Imprimerie Laplante, Mérignac

N°ISSN : 1635-3102

Date de publication : 18 février 2010



SCIENCES PO BORDEAUX

11, Allée Ausone - Domaine universitaire

33607 PESSAC - CEDEX

Tél. : 05 56 84 42 52 - Fax : 05 56 84 44 00

www.sciencespobordeaux.fr

j.petaux@sciencespobordeaux.fr

« Les instituts ont pour mission de donner à des étudiants, qu'ils se destinent ou non à la fonction publique, une culture administrative générale. Ils le feront avec l'esprit d'indépendance et de désintéressement qui sont le propre de l'université ».

Ordonnance N°45-2283 du 9 octobre 1945, portant création des Instituts d'Études Politiques.

Pierre Sadran :

La science et le territoire

EXTENSION[S] : *Vous avez assisté, en près de 45 années aux nombreuses mutations que la science politique a pu connaître en France, de son association étroite au droit à son autonomie revendiquée et reconnue. Quels sont, parmi les principaux changements survenus, ceux qui vous semblent, avec le recul, les plus marquants ?*

Pierre SADRAN : Je dois en effet pouvoir servir de borne-témoin sur cette séquence de près d'un demi-siècle puisque je suis issu du dernier concours d'agrégation « double », de droit public et de science politique, en 1972. À compter de 1973, le premier concours d'agrégation spécifique à la science politique, présidé par Maurice Duverger qui avait beaucoup œuvré

pour sa mise en place, symbolisait et renforçait l'autonomisation de la discipline par rapport au droit public, qui, il faut bien en convenir, exerçait jusque là une sorte d'hégémonie au sein du cursus commun. Du coup, l'autonomisation de la science politique s'est un peu apparentée à une décolonisation. Jusque dans ses excès initiaux d'ailleurs, puisqu'un rejet presque viscéral de l'analyse institutionnelle a prévalu jusqu'à ce que, via les États-Unis (où constitutionnalisme et science politique ont toujours dialogué fructueusement), et l'analyse des politiques publiques, le néoinstitutionnalisme fasse un retour en force dans une science politique qui s'était progressivement décomplexée. L'émancipation de la science politique est également passée par la place prépondérante faite à l'approche sociologique. Au point que plusieurs des manuels fondamentaux de la discipline s'intitulent « sociologie politique » plutôt que « science politique », ce qui, disons-le, laisse subsister, sinon un doute, du moins un espace ouvert à la réflexion sur l'autonomie, réelle ou postulée, d'une discipline qui a sans doute tout à gagner à partager ses objets et ses méthodes avec d'autres, la sociologie, l'histoire, l'anthropologie, voire l'économie politique. Enfin, ce qui frappe dans cette évolution, c'est aussi la professionnalisation croissante, qui se traduit par de vrais bénéfices intellectuels d'un côté, et quelques contraintes susceptibles de favoriser une attitude mimétique de l'autre. L'indiscutable amélioration de la qualité des thèses de doctorat par exemple, la place faite dans les revues aux jeunes chercheurs talentueux, sont l'aspect positif. L'obligation de suivre les chemins balisés et d'avoir des stratégies de publication « rentables » constituent le revers de la médaille. Il y a quarante ans, on ne s'inquiétait guère de savoir où et quoi publier, ce qui laissait plus de place au pire, mais aussi au meilleur ; j'ai tendance à craindre qu'une certaine banalisation de la recherche soit indissociable de la nécessaire professionnalisation de la discipline.

EXTENSION[S] : *Il y a encore une trentaine d'années, la science politique française était très « franco-française ». En dehors de quelques personnalités pionnières à l'époque comme Pierre Birnbaum ou Jean-François Médard, ou encore François Chazel en sociologie, les travaux nord-américains et anglo-saxons, plus généralement, étaient peu connus en France. Aujourd'hui cette situation a*

totallement disparu. Qu'est-ce qui a permis cette évolution radicale ?

Pierre SADRAN : Je ne suis pas aussi sûr que vous qu'il y ait à cet égard une évolution « radicale ». Voyez par exemple l'article d'E. Grossman dans la dernière (juin 2010) livraison de la RFSP sur les stratégies de publication des politistes français. Plus exactement, s'il est bien vrai que les travaux des chercheurs contemporains font désormais une large place à la littérature anglo-saxonne, il n'y a pas pour autant lieu d'en inférer une internationalisation aboutie de la science politique française. Il est vrai que l'« internationalisation » n'a rien d'une évidence qu'il suffirait de constater à partir de quelques indicateurs simples, tels que la participation aux congrès internationaux ou les publications dans des revues étrangères. À cette aune, les politistes américains, qui préfèrent participer aux congrès de l'APSA (leur association nationale) qu'à ceux de l'IPSA, et publier plus dans des revues étatsuniennes que dans des revues étrangères pourraient être considérés comme plus faiblement internationalisés que les Français... Reste que, à quelques exceptions près, la visibilité internationale de la science politique française est faible. On pourrait même faire l'hypothèse paradoxale qu'elle va décroissant, alors que les jeunes politistes connaissent beaucoup mieux que leurs aînés la littérature scientifique étrangère. La faible diffusion internationale des revues francophones et la méconnaissance croissante du français par les milieux académiques d'un monde fédéré par la pratique du « globish » y sont pour beaucoup. C'est la raison pour laquelle l'Institut Pasteur a dû se résigner, pour maintenir sa notoriété, à publier sa revue en anglais... Je suis pour ma part convaincu que chacun doit pouvoir publier et enseigner dans sa langue – sauf nécessité particulière bien entendu –, car c'est le seul moyen de ne pas appauvrir la pensée. Mais dans un monde idéal, les travaux publiés en français devraient être accompagnés de leur traduction intégrale en anglais. Imaginez par exemple la RFSP comportant le texte original sur une page et, en regard, la traduction anglaise sur l'autre page. On en tirerait un double profit : une familiarisation accrue des chercheurs avec la langue véhiculaire d'une part, et surtout, d'autre part, une diffusion décuplée des apports de la science politique française. Si j'étais, ce qu'à Dieu ne plaise, – mais le risque est faible –, ministre de l'enseignement supérieur, je tenterais l'expérience d'octroyer les subventions nécessaires à quelques revues

témoins ; je suis persuadé qu'à terme cela améliorerait la position des universités françaises dans les classements internationaux.

EXTENSION[S] : La communauté des enseignants-chercheurs ou chercheurs en science politique en France est numériquement peu nombreuse. Pour autant les querelles de chapelle et les différentes « écoles » semblent produire encore leurs effets. Comment est structuré le champ de la science politique de nos jours ? Peut-on y détecter des « courants » ?

Pierre SADRAN : Comme dans tout milieu académique, les clivages sont nombreux, et d'autant plus vivement ressentis qu'on est en présence d'un « tout petit monde », pour reprendre un titre connu. À première vue, l'antagonisme majeur semble opposer les tenants d'une sociologie de la domination – les « Bourdieusiens », baptisés « Bourdivins » par leurs adversaires – et ceux qui analysent plutôt les relations de pouvoir en termes de polyarchie ou de pluralisme. Mais en fait, beaucoup de situations individuelles résisteraient à une tentative de classement dans un camp ou dans l'autre. Je crois plutôt à l'existence d'une lutte d'institutions, entre Paris 1 (Panthéon-Sorbonne) et la rue Saint-Guillaume (Sciences Po Paris), qui ne s'avoue pas comme telle, parce que, paradoxalement, (puisqu'elle oppose des institutions parisiennes), elle a un côté furieusement provincial, au mauvais sens du terme. Elle a, hélas, des effets corporatifs non négligeables, mais ne génère qu'exceptionnellement des controverses scientifiques fructueuses. Sur le plan intellectuel et scientifique, il me semble que la principale distinction s'opère autour du rapport aux valeurs, entre les « sociologues » qui prônent la neutralité axiologique et les spécialistes de théorie politique ou de pensée politique qui assument une certaine dimension normative de la recherche en SHS.

EXTENSION[S] : En comparaison avec d'autres disciplines des sciences de l'homme et de la société ou avec les sciences juridiques, le nombre de postes d'enseignants et de chercheurs proposés, chaque année, aux jeunes docteurs qualifiés en science politique se compte sur à peine plus que les doigts des deux mains. Quelles peuvent être désormais les opportunités professionnelles offertes aux jeunes politistes, en dehors de l'enseignement et de la recherche ?

Pierre SADRAN : Elles sont malheureusement plus restreintes en France qu'ailleurs, si l'on entend par « politistes » les titulaires d'un doctorat en science politique, parce que les diplômés des IEP et des Grandes Écoles occupent un certain nombre de créneaux. Néanmoins, ces op-



portunités existent, principalement dans les « entourages » d'élus, emplois de cabinet ou assistants parlementaires par exemple, ainsi que dans les cabinets de consultants en gestion publique au sens large. Pour que ces opportunités puissent être saisies, il faut cependant que la conception de la thèse de doctorat évolue, dans le sens d'un raccourcissement de sa durée et du choix de sujets plus « opérationnels » que purement spéculatifs. C'est tout l'effort qui a été entrepris, dans l'intérêt des étudiants, par l'École doctorale de science politique de Bordeaux. Les thèses à vocation académique doivent évidemment être maintenues, mais ne concerner qu'un petit nombre de doctorants. Les autres doivent aller vers des sujets attestant d'une formation par la recherche de haut niveau, mais susceptible d'applications pratiques immédiates. Autrement dit, il faut se donner les moyens de distinguer formation à la recherche d'une part, et formation par la recherche de l'autre.

EXTENSION[S] : Sciences Po Bordeaux, que vous connaissez bien pour en

avoir été le directeur pendant 13 ans avant d'y mettre en place l'École doctorale de science politique, fait figure de pôle structurant en science politique en France, avec quelques autres établissements. Quelles en sont les raisons à votre avis ?

Pierre SADRAN : J'en vois trois. Une tradition de recherche collective qui date de la création de l'établissement et qui a été solidement ancrée sur les moyens en postes et en documentation donnés par la Fondation Nationale des Sciences Politiques notamment dans les années 1960, lorsque Bordeaux et Grenoble ont été érigés en « Instituts d'équilibre » par rapport à Paris. Une intégration quasi parfaite entre enseignement et recherche puisqu'en science politique, les chercheurs ont toujours été sollicités pour enseigner, et les enseignants sont membres actifs des équipes de recherche. Il est significatif que l'actuel directeur de Sciences Po Bordeaux ait d'abord été un chercheur CNRS, et que le directeur de SPIRIT soit un professeur des universités. Enfin, une École doctorale de science politique qui s'est employée à professionnaliser le milieu des futurs enseignants-chercheurs et chargés de recherche. ■

Pierre Sadran est président de l'Association Montesquieu « L'Esprit du Politique ». Chaque année cette structure, soutenue par le Conseil régional d'Aquitaine, organise « Les Entretiens de la Liberté ». La 3^e édition aura lieu les vendredi 8 octobre, de 15h à 19h (à Sciences Po Bordeaux) et samedi 9 octobre, de 10h à 18h (au Château de la Brède).

Thème de cette année : « La peur, la liberté, la démocratie ». Très nombreux invités prévus. Tous renseignements et programme détaillé sur :

www.lesentretiensdelaliberte.org

Pierre SADRAN - Bio express...

Né le 17 décembre 1943, à Caudéran (33) commune qui sera rattachée d'autorité à la ville de Bordeaux l'année qui suit sa majorité légale (sans que l'on puisse savoir s'il y a un lien de causalité entre ces deux faits...).

Agrégé de droit public et de science politique en 1972, après avoir été diplômé de l'Institut d'Études Politiques en 1964, il a soutenu sa thèse de doctorat en 1972 sur « Le régime des concours dans la fonction publique ». Sur ces événements en revanche il est certain qu'il y a une relation directe et complète entre le fait qu'il fut un brillant étudiant avant de devenir un excellent enseignant. Professeur des Universités à Sciences Po Bordeaux depuis 1976, il a fait valoir ses droits à la retraite à l'été 2010.

Pierre Sadran a été directeur de Sciences Po Bordeaux de 1985 à 1998 et a joué un rôle essentiel, aux côtés de René Rémond, président de la FNSP dans l'élaboration du décret de 1989

portant réforme du statut des Instituts d'Études Politiques.

Membre du conseil d'administration de l'ÉNA de 1989 à 1995 et membre du conseil d'administration de la Fondation Nationale des Sciences Politiques de 1985 à 1998, il a été également directeur-fondateur de l'École doctorale de Science politique de Bordeaux entre 1998 et 2008 et a présidé le jury du concours d'agrégation de Science politique entre 1998 et 1999 ainsi que la section science politique du Conseil National des Universités (CNU) de 2003 à 2007.

Docteur honoris causa de l'Université de Silésie, professeur invité dans de très nombreuses universités étrangères, il est l'auteur de nombreux ouvrages et articles scientifiques que l'on peut regrouper autour de trois grandes thématiques : Administration et Politique ; Centre et Périphérie ; Démocratie et Citoyenneté.

Par Jacques PALARD

Directeur de recherche CNRS / SPIRIT

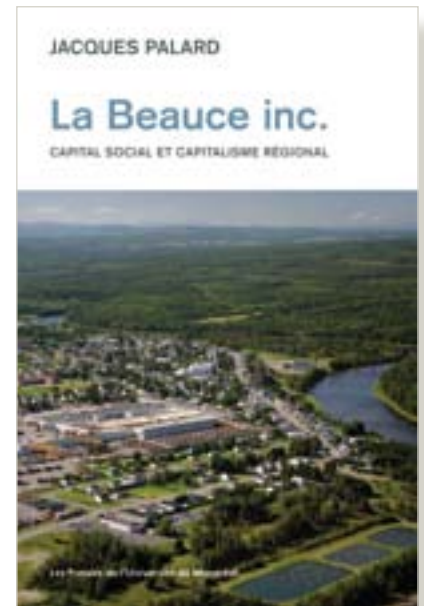
Territoire[s] et développement

Tout chercheur est taraudé, sa vie durant, par quelques questions clés qui orientent sa quête personnelle. L'une des interrogations qui a ainsi guidé plusieurs de mes recherches a trait à la boîte noire dont l'ouverture est jugée apte à élucider les différences de développement entre territoires : pourquoi y a-t-il des régions qui gagnent et d'autres qui stagnent ou qui perdent, alors même que les raisons de réussir pouvaient paraître, en première analyse, au moins autant assurées ici que là ? Parmi les terrains que le dénouement de cette énigme m'a conduit à inventorier, deux ont apporté matière à réflexion sinon à réponse : le Conseil économique et social régional d'Aquitaine (CESRA) et la Beauce québécoise.

La recherche sur le CESRA a été publiée en 2009 bien que réalisée vingt ans plus tôt, en collaboration avec Patrick Moquay. Elle n'est alors sortie des cartons que grâce à la bienveillante marque d'intérêt du président de cette « seconde » assemblée de la Région Aquitaine, Luc Pabœuf, désireux d'engager une large réflexion sur la place des corps intermédiaires dans le jeu démocratique, et de restaurer un peu de la mémoire de son institution. L'analyse a montré que cette assemblée socioprofessionnelle s'est progressivement imposée, entre 1974 – date de sa création – et 1989, comme un acteur collectif efficient : par sa contribution à la mise en

dialogue et au travail de réflexion de la société régionale sur elle-même, et, sur cette base, par la préparation – voire l'orientation – des décisions d'un Conseil régional singulièrement coopératif parce que rendu attentif à une expertise instruite et donc utile. À sa façon, et selon son génie propre, le CESRA assume ainsi une tâche qui entre en parfaite résonance avec la conception de la représentation que défend Pierre Rosanvallon : un processus par lequel la société prend, dans le temps, forme pour l'action.

L'étude de la Beauce québécoise – située entre la ville de Québec et l'État du Maine – est d'abord née d'un désir de comparaison avec la Vendée bocagère et « militaire », explorée quelques années plus tôt. Bien que séparées par un vaste océan, les deux régions présentaient, en effet, des similarités frappantes : même tradition politique réfractaire longtemps marquée par l'empreinte des hobereaux, même poids d'un catholicisme paroissial, même prédominance de l'agriculture familiale et, surtout, même absence des facteurs classiques de production : matières premières, sources d'énergie, main-d'œuvre qualifiée, infrastructures de communication... Mais aussi, depuis les années 1970, même éclatant développement industriel endogène dû à la seule initiative de gens du cru. Ce que m'a donné à voir la recherche sur la Beauce c'est la mise en acte des



concepts centraux de toute analyse de systèmes productifs locaux : confiance, réseaux d'acteurs, identité territoriale, gouvernance, capital social, co-opétition (mélange subtil et dynamique de coopération et de compétition). Dans ce territoire resté à l'écart de la modernisation de l'État québécois née, dix ans plus tôt, de la « Révolution tranquille », le retard est devenu une véritable ressource : il a obligé les acteurs régionaux (municipaux, économiques, éducatifs) à apprendre ensemble et à se doter d'outils de développement. De façon plus fondamentale, la conservation des structures sociales traditionnelles s'est trouvée, en contexte de post-fordisme, au diapason des conditions requises par la flexibilité productive.

Bien que totalement indépendantes l'une de l'autre et de facto éloignées dans le temps, ces deux recherches ne sont pas sans connivences. Deux traits au moins les relient. D'abord, pour chacune d'elles, l'attention portée d'emblée aux acteurs : à leurs représentations, à leurs projets et à leurs réseaux ; en toute logique, les entretiens ont nourri la base première de la documentation. Le territoire, lui-même considéré comme actif, a constitué la seconde entrée : il est apparu indispensable de comprendre son histoire et les valeurs qui l'imprègnent, c'est-à-dire de saisir son « âme » et sa capacité à promouvoir une intelligence collective, elle-même inductrice d'une régulation autonome mue par des actions partant d'en bas, hors de toute injonction procédurale. Dans un tel milieu, l'engagement d'acteurs porteurs de projets collectifs de développement ne résulte pas d'une improbable alchimie : il est celui de « héros ordinaires » qui se savent, ensemble, d'un temps et d'un lieu. ■



L'accessoire devient essentiel



Si les activités extra-pédagogiques de Sciences Po Bordeaux ont toujours existé, leur poids dans la vie des étudiants des années 2010 a pris une ampleur toute particulière. Hier encore, le nombre d'étudiants qui se consacraient exclusivement à leurs études était majoritaire. L'Institut était alors assimilé principalement à un lieu d'études, exception faite du Bureau des Élèves (BDE) et de l'Association Sportive (AS), associations « institutionnalisées » au même titre maintenant que le Bureau des Arts (BDA). La montée en puissance de cette structure, née en 2009 de la fusion de deux populaires et anciennes associations, les P'tits Courts (fondée en 1990) et Pop'Art (fondée en 2001), est caractéristique, depuis une décennie, d'un changement profond des mentalités. La quête de l'épanouissement personnel conjuguée à une « désacralisation » des diplômes pousse en effet de plus en plus les étudiants à marier les études et une vie extra-pédagogique soutenue. Si leur motivation principale reste avant tout la satisfaction d'un plaisir individuel à travers une vie sociale et communautaire forte, les futurs diplômés savent que ces activités contribuent aussi à valoriser leur CV et à forger leur personnalité. Des atouts qui deviennent prédominants

en vue d'intégrer le monde de l'emploi, dont les critères de recrutement dépassent depuis longtemps les seuls niveaux d'études et d'expérience professionnelle. Le phénomène est tel qu'il pousse même certaines écoles à noter l'implication des étudiants dans la vie associative, ce que se refuse à faire Sciences Po Bordeaux aujourd'hui.

Sommaire du dossier :

- 8 DES LIENS DIRECTS AVEC L'ENTREPRISE
- 9 LE GOÛT DE L'EXPÉRIENCE ET LA SOIF DE DÉCOUVERTE
- 8-9 INTERVIEW DU GÉNÉRAL BRUNO CLÉMENT-BOLLÉ
- 10-11 UN CHOIX DE VIE



Les activités extra-pédagogiques de Sciences Po Bordeaux prennent des formes diverses et multiples. Elles recouvrent différentes pratiques sportives, culturelles ou philosophiques, permettent la découverte de nouveaux centres d'intérêts ou donnent l'occasion d'exprimer un engagement citoyen. Une grande part de cette vie en société passe par le truchement de la trentaine d'associations recensées à l'Institut. Nous ne développerons pas ici la finalité de structures comme l'Association Sportive, le Bureau des Arts, Erasmix, l'Europe en Bouteille ou Ausone Conseil, qui ont déjà fait l'objet de précédents reportages dans les colonnes d'Extension(S) (consultables en pdf sur le site internet de Sciences Po Bordeaux, rubrique « L'Institut », puis « Rapports et

Publications »). Nous mettons en revanche l'accent sur la participation des élèves à d'autres activités qui s'exercent en dehors des cours, dont celles en lien, par exemple, avec le monde économique ou l'environnement social.

Des liens directs avec l'entreprise

Sciences Po Bordeaux multiplie les occasions de rencontres entre ses étudiants et les employeurs potentiels. S'il n'existe qu'un stage professionnel obligatoire dans le cursus en Cinquième année, tout est fait pour inciter les élèves à se confronter avec la vie économique et sociale, la plupart du temps à partir de la Troisième année d'étude et parfois même avant. Des séminaires sont organisés par le service « Stages – Insertion – Relations Entreprises » pour les aider à construire

leur projet professionnel, se familiariser aux techniques de recherche d'emploi et peaufiner leur CV. Tous les ans, en janvier, ce même service organise des « Rencontres Carrières » en collaboration avec l'Association des Anciens Élèves. Pour l'année 2011, avec l'association étudiante « Entreprendre Ensemble »⁽¹⁾, une session de recrutement sera organisée à titre expérimental en complément des traditionnels échanges avec des professionnels par secteur d'activité. Les

étudiants seront partie prenante de A à Z dans ce projet, prouvant une nouvelle fois leur implication. Cécile Hennequin, chargée de mission au service des stages et ancienne étudiante de l'Institut, confirme cette tendance. « Autrefois, on remarquait les étudiants qui participaient à des actions extra-pédagogiques car ils étaient minoritaires. Aujourd'hui, c'est plutôt le contraire et il ne faut surtout pas s'en plaindre... ».

BRUNO CLÉMENT-BOLLÉE :

La globalisation de la « sécurité »

EXTENSION[S] : Vous avez dispensé en 2009-2010 un cours d'ouverture aux étudiants de 4^e année intitulé « Les grands enjeux de la défense contemporaine ». Ce cours a connu un réel engouement que vous avez effectivement mesuré lors des épreuves d'évaluation des connaissances acquises par les étudiants. Qu'avez-vous retenu, de votre côté, de cette rencontre avec les étudiants en formation à Sciences Po Bordeaux ?

Général Bruno CLEMENT-BOLLÉE : J'ai effectivement constaté moi aussi durant la phase d'en-

seignement plus que de l'intérêt, un réel engouement pour une matière au départ mal connue parce que rarement approchée. Ensuite, j'ai mesuré concrètement durant la phase d'évaluation le degré de connaissances acquis par les étudiants sur les grands enjeux de la Défense que je juge globalement très élevé. L'objectif est donc atteint, c'est une réelle satisfaction. Je crois que le cycle Défense a toute sa place en cours d'ouverture de quatrième année, moment dans le cursus où les étudiants sont bien prêts à le recevoir.

EXTENSION[S] : Pour la première fois, en application de la convention

Le général Bruno Clément-Bollée

Le goût de l'expérience et la soif de découverte

Cette dynamique étudiante s'accompagne de nouvelles expériences, y compris sur des terrains qui ne semblent pas de prime abord très attractifs pour de futurs diplômés d'un Institut d'Études Politiques. C'est le cas par exemple avec « le stage de préparation militaire découverte », organisé à l'École Nationale des Sous-Officiers d'Active de Saint-Maixent, du 19 au 23 avril 2010, dans le cadre de la convention signée entre le Ministère de la Défense et Sciences Po Bordeaux (lire l'interview du Général Clément-Bollée). Sarah Pineau, 22 ans, étudiante de cinquième année (à la rentrée 2010) dans le parcours Communication Publique et Politique, a participé à cette aventure. Elle nous explique ses motivations. « *J'avais plutôt un a priori négatif de l'armée et je voulais me confronter avec cette institution. De plus, l'idée de me retrouver en situation de stress et voir comment j'allais réagir m'a motivé* ». L'initiative a suscité un bouche-à-oreille très positif et a conduit beaucoup d'étudiants à se presser à la réunion d'information, preuve d'une soif de découverte des élèves. La proximité des examens a découragé certains candidats, mais pas Sarah. Elle s'est retrouvée avec cinq filles et un garçon à passer quatre jours complets à vivre en forêt, au cœur des Deux-Sèvres, et à devoir prendre des décisions dans un contexte « dégradé » (selon la terminologie officielle). Son bilan est très positif. « *Cette expérience était intéressante à vivre. Elle me servira peut-être dans ma vie professionnelle dans la gestion d'un groupe. De plus, j'ai été très agréablement surprise par l'attitude des militaires que j'ai*



Sarah Pineau et ses collègues de Sciences Po Bordeaux d'abord en plein crapahut, puis avec Anne Gaudin pour la remise des diplômes, à la fin du stage à l'ENSOA.



côtoyés. Je m'attendais à rencontrer des gens fermés. J'ai découvert des femmes et des hommes désireux de m'expliquer leur métier, des missions d'aide humanitaire aux résolutions de conflits ». De l'autre côté (celui des militaires), ce que ne dit pas Sarah, c'est que les étudiants de Sciences Po Bordeaux ont unanimement marqué les esprits par leur disponibilité, leur

adaptabilité, leur curiosité, et pour tout dire ou résumer en un mot les commentaires, leur « sympathie ». Il ne reste plus qu'à encourager, en 2010-2011, les vocations et les volontaires pour ce stage renouvelé, particulièrement apprécié sur un CV, dans tous les secteurs professionnels d'ailleurs.

« Sécurité-défense »

conjointement signée, grâce à vous, entre le Ministère de la Défense et Sciences Po Bordeaux, un groupe d'étudiants a participé à un « Stage de préparation militaire découverte », à l'École Nationale des Sous-Officiers d'Active de Saint-Maixent, du 19 au 23 avril 2010. Quel bilan pouvez-vous dresser de cette première expérience ?

Général Bruno CLEMENT-BOLLÉE : Là encore le bilan est satisfaisant. Même si le nombre d'étudiants concernés n'a pas été très élevé pour cette phase, il s'agissait en fait d'une grande première pour

laquelle le résultat n'était pas acquis d'avance. Les participants sont revenus enthousiastes et l'ont fait savoir, c'est plus qu'encourageant. Il faudra à l'avenir être vigilant pour placer ce stage au bon moment dans le cursus d'étude et veiller à ce que les démarches d'inscription soient facilitées.

EXTENSION[S] : *Pensez-vous que nos étudiants peuvent envisager d'exercer une profession dans l'une ou l'autre des grandes activités du Ministère de la Défense ?*

Général Bruno CLEMENT-BOLLÉE : Je suis aujourd'hui convaincu que

Sciences Po Bordeaux prépare très convenablement aux professions, nombreuses, relatives aux grandes activités du Ministère de la Défense. Tant mieux d'ailleurs, car je sais que de nombreux étudiants de Sciences Po Bordeaux seront confrontés bientôt dans leur vie professionnelle, de près ou de loin, directement ou indirectement, aux grands enjeux de Défense. Aujourd'hui, la tendance est à la globalisation de la notion de sécurité-défense, tout notre environnement l'indique. ■

Un choix de vie

L'implication de certains étudiants au sein de structures associatives est telle qu'elle oriente parfois leur destinée. C'est le cas de Maxime Gouache, dont l'histoire s'avère peu commune. Cet étudiant de quatrième année (en 2009-2010) du parcours DAEC / DCI, est rentré à l'Institut, l'année de son baccalauréat. Au

bout d'un an, sa maturité grandissante, il cherche à s'engager dans un mouvement citoyen et politique non partisan. Intéressé par le système judiciaire, il se rapproche de l'association GENEPI. Ce groupement étudiant d'enseignement aux personnes incarcérées, créé en 1976, rassemble 1260 adhérents sur tout le territoire, dont un groupe à Bordeaux. Maxime Gouache pousse la porte de la prison de Gradignan pour développer une ludothèque dans l'enceinte carcérale et participe à l'organisation et à l'animation de débats sur le sujet, dont certains se déroulent à l'Institut. Son implication aidant, il devient responsable du groupe GENEPI sur Bordeaux (40 personnes, dont 15 étudiants de l'Institut), en charge de l'information et de la sensibilisation du public. « *Nous recevons le soutien de Sciences Po Bordeaux* », confirme l'étu-

diant bordelais, citant une participation financière de l'école à un projet de festival de cinéma. Fort de son expérience et de sa motivation, Maxime Gouache décide de se présenter aux élections à la présidence nationale du GENEPI. « *Ma profession de foi, ma vision et mes projets ont semble t-il convaincu* » explique t-il modestement. Ce garçon de 24 ans a donc été projeté en l'espace de quelques semestres du statut d'adhérent de base à celui de président d'une association qui



Maxime Gouache,
président national du GENEPI.

Vie associative

Le point de vue de l'Institut

Qu'elle soit formelle, à travers les associations, ou informelle, à travers des initiatives ponctuelles, la vie extra-pédagogique est soutenue par l'école, dès lors qu'elle répond au règlement intérieur de Sciences Po Bordeaux. Anne Gaudin, directrice des Études, confirme l'engagement de l'Institut. Celui-ci se traduit par des allocations financières (lire page 11) et la mise à disposition de locaux dans les limites des possibilités actuelles. C'est d'ailleurs un des aspects prioritaires du projet architectural qui va mobiliser toutes les énergies jusqu'à la rentrée 2013 : favoriser, par des moyens matériels renforcés, le développement des associations étudiantes au sein des nouveaux locaux. La directrice des Études observe un foisonnement d'associations, dont certaines suscitent son admiration « *pour leur engagement et leur organisation semi-professionnelle* ». Anne Gaudin confirme l'implication massive des étudiants, mais précise leur portée. Elle différencie en effet ceux qui tiennent à bout de bras les associations, un cœur de cible estimé

à 150 étudiants, et ceux qui gravitent autour, sans oublier un contingent d'étudiants qui se tiennent en marge. Spontanément elle aborde les discussions soutenues autour d'un débat porté par certains étudiants qui aimeraient, à l'instar d'autres écoles, que l'implication étudiante soit notée, au motif qu'ils passent beaucoup de temps à ces activités, au détriment de leurs cours. Anne Gaudin se fait ici le porte-parole de la décision collégiale de l'Institut. « *Nous ne souhaitons pas aujourd'hui d'interface entre le système de notation et les activités associatives. Il serait très difficile de mettre en place un barème* ». La directrice des Études s'empresse cependant de préciser que l'implication des élèves sert leur CV et que si un élève « *flanchait* » en cours d'année en raison d'une implication associative trop importante, son cas serait examiné individuellement. « *L'école se félicite de la vitalité du tissu associatif étudiant, et cherche à le laisser s'exprimer dans toute sa diversité* ».





emploi des salariés à temps plein. Cette lourde responsabilité l'a amené à opter pour une césure d'une année, dans son cursus à l'Institut, afin de se consacrer exclusivement à sa mission, à travers le statut de volontaire civique. « *C'est un choix assumé pour aller au bout de mes engagements militants* » explique-t-il, sans nier l'intérêt de la démarche sur le plan personnel et professionnel. « *L'expérience, très riche sur le plan humain, me servira indéniablement, surtout si je deviens*

avocat pénaliste comme je le souhaite ». Avant cela, il y aura un retour à l'Institut pour boucler une cinquième et dernière année avant l'obtention du diplôme. Car, par définition, la vie extra-pédagogique n'a de sens en effet que si l'on continue ses études ! ■

⁽¹⁾ Créée à la rentrée 2005, cette association a pour objectif de faire découvrir le monde de l'entreprise aux étudiants de Sciences Po et de développer les contacts entre eux et les professionnels. Dans cette perspective, elle organise en partenariat avec le magazine Objectif Aquitaine les Dej'Eco de Sciences Po Bordeaux.



Anne Gaudin,
directrice des Études

Une participation financière en augmentation

Didier Chabault, Secrétaire général de l'Institut, et principal interlocuteur des associations étudiantes, nous indique l'enveloppe budgétaire accordée aux associations. Celle-ci est affectée par une commission « Vie associative », composée d'élus étudiants, d'élus enseignants et de responsables administratifs.

« Cette commission statue deux fois par an sur les projets déposés par les associations et attribue, après examens des dossiers, une subvention dont le volume est allé croissant ces dernières années. La somme globale allouée à ce titre était en 2005 de 6.000 €. Elle est passée à 7.500 € en 2008 et 9.500 € en 2009, sommes auxquelles il convient d'ajouter les subventions spécifiques accordées systématiquement aux associations « historiques » de l'établissement : le Bureau des Élèves dispose ainsi d'environ 2.600 € annuels pour organiser l'animation festive de la vie étudiante ; l'Association sportive reçoit une subvention en nature équivalente à 5.300 € annuels environ essentiellement affectée à la participation des étudiants au Critérium inter-IEP ; le Bureau des Arts est quant à lui financé à hauteur de 2.600 € et l'association Erasmix, très active dans l'accueil des étudiants étrangers à l'Institut, perçoit annuellement 1.600 €. En 2009, ce sont donc 21.600 € qui auront été directement consacrés par l'établissement au soutien des associations étudiantes ».

Un petit supplément d'âme

Pierre, Paul, Jacques. Trois étudiants en quête d'un même poste. Études identiques, compétences équivalentes, profils similaires. Les CV ont été peaufinés et les présentations à l'oral parfaitement maîtrisées. Le choix du jury de recrutement devient cornélien. Les décideurs se remémorent alors le contenu de chaque entretien, passent en revue les activités des postulants et lisent entre les lignes de leur dossier. Leur décision s'éclaire : Pierre a fait la différence par son parcours de vie. Ce vécu, fruit d'un travail continu au jour le jour, sans examen ni diplôme, ne s'apprend pas dans les livres. C'est une besace que l'on trimballe avec soi, où s'entassent initiatives, déconvenues, erreurs et succès. Cette somme d'humanités est utile à la société : elle rend le juge plus compréhensif, l'enseignant plus à l'écoute, le médecin plus humain. Ce viatique de la théorie à la pratique donne enfin à l'étudiant, sincèrement impliqué, quelque chose d'infime que les autres n'ont pas : un petit supplément d'âme.

Questions de défense et de sécurité

- Le cours sur « La politique de défense de la France » (cours d'ouverture en 4^e année) aura lieu les vendredi 5, 12, 19 et 26 novembre 2010 entre 15h et 18h15 (soit deux séances de 1h30 chaque fois). Il sera assuré par le général Dubois. Comme l'an passé ce cours sera évalué en décembre 2010 à l'Hôtel de Commandement de l'Armée de Terre, rue Vital-Carles à Bordeaux.
- Un stage d'initiation à la gestion du stress en zone hostile ou dangereuse va être organisé du 11 au 15 avril 2011 à l'École Nationale des Sous-Officiers d'Active (ENSOA) de Saint-Maixent (Deux-Sèvres) pour la deuxième année consécutive (lire ci-contre). Ce stage est ouvert aux étudiants de 3^e, 4^e et 5^e années. Première réunion d'information : 1^{er} octobre 2010, 15h, amphitheâtre Montesquieu.
- Un autre cours d'ouverture en 4^e année sera assuré par le général Vauthier, (commandant la région de gendarmerie Aquitaine) pendant l'année 2010-2011 (semestre S2), il portera davantage quant à lui sur les questions de sécurité intérieure, police judiciaire et renseignement.



Le mariage de la rigueur universitaire Et de l'approche journalistique



Christophe Lucet

Christophe Lucet, journaliste à Sud Ouest, assure la coordination des Rencontres pour le compte du quotidien régional. Il nous explique le rôle des journalistes dans la préparation et l'animation de ces grands rendez-vous et nous livre son sentiment sur cet exercice particulier dans la vie d'un professionnel de l'information.

EXTENSION[S] : Comment se traduit la participation du journal Sud Ouest dans la préparation et l'organisation des Rencontres ?

Christophe LUCET : Tous les services du journal sont potentiellement sollicités. La documentation effectue un gros travail de préparation, le service voyage s'occupe du déplacement des invités, la promotion et les services administratifs y participent et la rédaction se mobilise à chaque Rencontre. Il s'agit d'une collaboration à part égale entre Sciences Po Bordeaux et Sud Ouest qui perdure dans le temps, avec l'ouverture en ce mois d'octobre de la 28^e saison. Cette ancienneté est remarquable puisqu'elle a survécu à tous les changements de part et d'autre.

EXTENSION[S] : Selon vous, qu'est-ce qui fait le succès du concept des Rencontres ?

Christophe LUCET : Le concept est à la fois stable et souple, avec un principe de grand oral comme matrice générale et quelques formules complémentaires ou nouvelles. Je pense par exemple à la première rencontre en anglais d'avril 2010 avec Joschka Fischer. Fondamentalement, le principe de cet événement reste immuable. Il s'agit d'une rencontre entre le public et un invité à travers la médiation des étudiants.

EXTENSION[S] : En quoi ces Rencontres diffèrent-elles d'un exercice journalistique « pur et dur » ?

Christophe LUCET : Contrairement à une émission de radio du type « Grand Jury-RTL - Le Monde », l'intervenant dispose ici de temps pour s'expliquer. Cela plaît beaucoup aux invités, qui font œuvre de pédagogie et qui prennent plaisir à transmettre leur expérience à des étudiants en quête de découverte. Ils savent que l'exercice n'a pas pour objectif de les piéger. Certains invités, comme Lionel Jospin par exemple, sont plutôt méfiants vis-à-vis des journalistes. À l'inverse, ce dernier a accepté volontiers l'invitation aux Rencontres et s'est montré détendu.

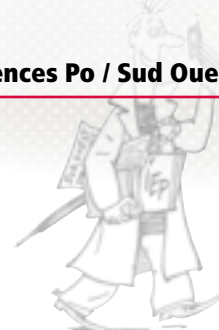
EXTENSION[S] : Pour autant, les invités ne connaissent pas les questions à l'avance. Ils peuvent donc parfois être « troublés » par une question inédite ?

Christophe LUCET : C'est effectivement un des intérêts de l'exercice. Celui-ci permet de découvrir plus en profondeur une personnalité. Toute la phase de préparation avec les étudiants (voir l'encadré

Profession : journaliste

Journaliste à Sud Ouest depuis 1986, Christophe Lucet est le correspondant des Rencontres pour le quotidien régional. Il forme un tandem soudé avec Françoise Taliano-des-Garets, professeur d'Histoire contemporaine à Sciences Po Bordeaux et responsable des Rencontres Sciences Po / Sud Ouest. Chaque année, en avril-mai, après la clôture de la saison, les deux institutions, chacune de leur côté, sollicitent toutes les propositions possibles pour établir le programme de la nouvelle année. Les deux équipes se retrouvent et échangent librement sur les propositions formulées. En règle générale la liste des dix ou onze Rencontres annuelles est établie

et arrêtée à la mi-octobre. Chaque équipe préparatoire qui travaille sur une Rencontre est constituée d'étudiants de Sciences Po Bordeaux et co-animée par un journaliste de Sud Ouest et un ou plusieurs enseignants de l'Institut. « C'est un travail d'équipe où chacun joue son rôle » explique Christophe Lucet. Ce dernier prend notamment soin de ne pas voler la vedette aux étudiants le jour J. « Le rôle d'animateur est de faire circuler la parole, de veiller au chronomètre, d'aider et d'encourager les étudiants, pas de tenir le crachoir. Les étudiants ont du talent et c'est à eux de s'emparer de l'événement ».



Alain Aspect
et Joschka Fischer.



« Les Rencontres Sciences Po Sud Ouest ne correspondent ni à de l'investigation agressive, ni à un dialogue de complaisance. »

ci-dessous) permet justement de peaufiner le questionnement. Celui-ci doit être pertinent et substantiel, car l'échange dure deux heures. Le journaliste de Sud Ouest, qui participe avec les étudiants et l'équipe de l'Institut à la préparation des Rencontres, veille particulièrement à cela. Cette approche permet de marier la rigueur universitaire, illustrée par Sciences Po, et l'approche journalistique, incarnée par Sud Ouest. Le format est bien rôdé : nous ne sommes ni dans l'investigation agressive, ni dans le dialogue de complaisance.

EXTENSION[S] : Qu'est ce que les Rencontres apportent aux journalistes qui les animent ?

Christophe LUCET : C'est pour nous l'occasion de rencontrer la jeunesse étudiante au dynamisme fécond, de ne pas

s'endormir sur nos lauriers et de travailler un sujet en profondeur, alors que notre travail quotidien nous amène à sauter d'un sujet à l'autre. Les Rencontres sont aussi l'occasion de découvrir ou de mieux connaître un invité et d'enrichir notre carnet d'adresses. Cet exercice nous offre l'opportunité de prendre la parole en public et d'échanger avec le milieu universitaire, précieux pour sa connaissance et son éclairage sur des sujets d'actualité. C'est enfin la possibilité de représenter le journal Sud Ouest. Pour toutes ces raisons, les Rencontres sont bénéfiques pour le journal ...et les journalistes qui y participent ! ■

Le voile se lève sur le programme 2010-2011

A l'heure où nous imprimons ce numéro d'Extension (s), le programme des Rencontres Sciences Po / Sud Ouest n'est ni définitif ni validé. Néanmoins, nous pouvons d'ores et déjà vous communiquer sous toutes réserves quelques noms d'invités et de thèmes abordés, qu'il sera prudent de vérifier et de compléter en consultant le site www.sciencespobordeaux.fr à partir de la deuxième quinzaine du mois d'octobre 2010.

Le 13 janvier 2011, les Rencontres devaient accueillir **Michelangelo Pistoletto**, artiste italien et grande figure de l'art contemporain européen, récompensé par un Lion d'Or à la Biennale de Venise 2003. L'artiste Italie et sa fondation Citadellarte se sont vu confier la direction artistique d'Evento 2011.

Le 10 février, le sociologue **Alain Touraine**, auteur de plus d'une quarantaine d'ouvrages sociaux et politiques, passera un grand oral. Il sera suivi quelques semaines plus tard d'**Eva Joly** (a priori le 17 mars 2011). On ne présente plus l'ancienne magistrate française qui a instruit des dossiers politico-financiers (dont l'affaire Elf) et qui œuvre désormais en politique sous les couleurs d'Europe Ecologie, élue députée européenne en 2009. Le festival international du film d'histoire servira comme chaque année de cadre à un Grand oral le 18 novembre 2010 sur la fin des colonies, alors que la Rencontre décentralisée sur le thème de la biodiversité se déroulera sur l'île Nouvelle, située au cœur de l'estuaire de la Gironde. Ces quelques noms d'invités et thèmes de discussion annoncent un programme alléchant que nous avons hâte de découvrir en totalité !

Les vidéos des « Rencontres » sont disponibles sur le site internet de Sciences Po Bordeaux, mises en ligne quelques jours après leur déroulement.

Préparation des Rencontres : une recette maison

Lancez un appel à idées pour obtenir des propositions d'invités. Étudiez les suggestions des étudiants, des enseignants, du public et de la Rédaction de Sud Ouest. Établissez une présélection, multipliez les sollicitations, confirmez les invitations, publiez le calendrier. Recrutez les étudiants et réunissez-les autour d'enseignants et du journaliste de Sud Ouest. Organisez des rendez-vous hebdomadaires. Lancez le travail de documentation, animez la réflexion, définissez les thématiques des questions. Corrigez, trie, soignez les questions. Pimentez le tout d'une formulation adaptée. Préparez le voyage de l'invité. Éditez un dossier de présentation puis laissez reposer. « La » Rencontre Sciences Po / Sud Ouest est prête. À table !

Présenté comme cela, c'est comme toutes les recettes : cela semble évident... À ceci près que chacune des Rencontres est une aventure en soi, et que près de 300 Rencontres organisées en 28 ans, cela relève quasiment de l'exploit...

Mohamed BERRADA :

De l'étoile du Maroc au Port de la Lune

Ministre de l'Économie du Maroc, ambassadeur, homme d'affaires, Mohamed Berrada a connu une vie professionnelle intense. L'ancien étudiant de Sciences Po Bordeaux (promo 1966) garde cependant pour la fonction d'enseignant - qu'il a toujours exercée et qu'il continue d'assumer - un attachement viscéral, au même titre que Bordeaux, sa ville sentimentale.

Mohamed Berrada est probablement le plus Bordelais des Marocains. L'attachement de cet enfant, né sous l'étoile du Maroc, au Port de la Lune s'est encore étoffé avec la création de la filière intégrée Franco-Marocaine (FIFMA) dont il a été « l'initiateur et le facilitateur », pour reprendre les mots du professeur Abderrahmane Lahlou, Président fondateur de l'université Mundiapolis de Casablanca, nouveau partenaire pédagogique de l'Institut (lire encadré). Mohamed Berrada, parrain officiel de ce programme de formation alternée, a porté le projet à bout de bras, réussissant le tour de force d'aider à sa naissance en l'espace de six mois seulement, qui s'est conclu par la signature officielle de la convention de partenariat dans les locaux de Sciences Po Bordeaux, son ancienne école. « J'avais 17 ans et mon père n'acceptait de m'envoyer faire mes études à l'étranger que si j'étais couvert par un membre de la famille plus âgé. Mon oncle, qui suivait des études de médecine à Bordeaux, a proposé à mon père de me prendre sous sa coupe. Ce départ du Maroc constituait pour moi l'occasion de fuir l'emprise de la famille ». Sur les bords de la Garonne, Mohamed



Mohamed Berrada

Berrada enchaîne les formations, cultive son don d'ubiquité et récolte une moisson de diplômes : Sciences Po Bordeaux, IAE, un doctorat en sciences économiques, un DES de droit privé, une licence de sociologie... « Si on n'envisage pas les problèmes dans leur globalité, on ne peut pas comprendre leur complexité. Je n'ai jamais été un spécialiste dans un domaine particulier, mais j'ai toujours été attiré par l'approche systémique » précise t-il. Le brillant élève est également un jeune homme extraverti, qui goûte aux plaisirs de la vie. « J'avais une vie extra-universitaire intense : boîtes de nuits, cafés, Arcachon, des bandes de copains, des sorties à la Mongie... Nous avons même tourné un film, une sorte de western, dans la ferme du père d'une camarade de classe ! ». Celui qui présente Bordeaux comme sa ville sentimentale conseille à tous les élèves actuels de Sciences Po Bordeaux de vivre intensément leurs années étudiantes. « L'acuité de leurs rencontres et la naïveté de leurs aventures vont les marquer durablement. Il faut profiter de tous ces instants, car les choses changent forcément après avec l'âge »...

Un portefeuille ministériel

Professeur, chef de département et doyen dans les facultés de Rabat, Casablanca ou Ben M'Sik, Mohamed Berrada a épanché une intarissable soif de transmettre, alimentée par un travail de recherche permanent. Cela l'a conduit à réaliser une thèse sur l'entrepreneur marocain, à publier des travaux sur General Motors à l'université américaine de Grinnel Collège, à parrainer l'association de jeunes cadres marocains issus des grandes écoles, à collaborer à la revue Épargne Sans Frontière ou à appliquer des principes économiques dans l'entreprise familiale de textile. Un profil éclectique qui a séduit le Roi Hassan II du Maroc en 1986, qui décide de lui confier le portefeuille de Ministre de l'Économie du Maroc, à l'heure où le pays traverse une période difficile. « Les équilibres internes et externes étaient rompus. Il fallait donc réduire les déficits internes et externes. Des réformes structurelles s'avéraient indispensables : réforme fiscale, ouverture économique, mise à niveau de nos outils juridiques avec ceux de nos partenaires européens, privatisation, promotion du secteur privé, réforme financière pour mobiliser l'épargne et encourager l'investissement. Je ne suis pas un spécia-

liste dans ces domaines. J'ai donc écouté, je me suis fait ma propre opinion, mais j'ai communiqué pour la faire accepter. C'était une véritable révolution culturelle à mener car notre pays était largement dominé à l'époque par la vision marxiste du développement, où l'État devait pourvoir à tout. Il fallait apprendre aux gens à compter sur eux-mêmes »... De l'avis général, Mohamed Berrada a résolument engagé le Maroc dans la voie de l'expansion. Les dépenses publiques passent sous sa tutelle de 40 à 20% du PIB intérieur, les marchés financiers se développent, la monnaie se stabilise. Lorsqu'il quitte son ministère en 1993, l'évolution a été telle que les fonds internationaux (FMI, Banque Mondiale, Programme MEDA de l'Union européenne) ne jugent plus utile de reconduire leur aide à ce pays du Maghreb en forte croissance.

Ambassadeur, grand patron et professeur

Ces excellents résultats ont amené le Roi Hassan II, puis son fils Mohammed VI, à confier à l'ancien ministre la fonction stratégique d'Ambassadeur du Maroc en France en 1999 puis celle de directeur général de l'Office Chérifien des Phosphates (OCP). Cette plateforme internationale de marché de matières premières est très prisée au Maroc, c'est une des « pépites » du royaume et de nombreux diplômés rêvent de l'intégrer. En août 2001, Mohamed Berrada prend les rênes de Royal Air Maroc. Il a restructuré en profondeur la compagnie nationale marocaine, où il a appliqué bon nombre de ses principes économiques et sociaux au point d'en faire désormais l'une des compagnies aériennes les plus sûres tout en faisant de Casablanca l'un des principaux hubs du continent africain. Aujourd'hui, à 66 ans et à la lumière de toutes ses fonctions, il estime que c'est son métier de professeur qui reflète le mieux la quintessence de son parcours. « Un professeur est appelé à transmettre, mais pour transmettre il faut d'abord qu'il reçoive ! Dans toutes mes fonctions, ministre, ambassadeur, patron de grandes entreprises publiques ou de chef d'entreprises privées, je n'ai jamais cessé d'apprendre. Apprendre à écouter et rester modeste ! Les gens du comptoir, les ouvriers sont au courant de beaucoup de choses que les patrons ignorent...ils connaissent les problèmes et ont des solutions ! L'expérience vous montre à quel



Mohamed Berrada avec le maire de Casablanca à sa droite, retrouve «son» école, Sciences Po Bordeaux.

point rien n'est éternel, que tout est relatif et qu'en chacun de nous sommeille un puits de connaissances ».

Plaidoyer pour l'éducation

Mohamed Berrada continue d'aller à la rencontre des jeunes Marocains, « *notre espoir de demain* » insiste-t-il, regrettant un système d'enseignement marocain qui souffre de dysfonctionnements importants, marqué par trop d'abandons et de redoublements. Sur cent élèves qui entrent à l'école primaire, deux à peine

obtiendront un diplôme d'enseignement supérieur. « *Vous comprenez pourquoi je reste attaché à cette fonction car c'est ici où je me sens le plus utile. L'éducation est au cœur du développement* ». L'enseignant à l'Université de Casablanca, officiellement à la retraite mais toujours actif, se félicite donc du rapprochement entre sa ville de sang et sa ville de cœur, persuadé que chaque établissement apportera beaucoup aux étudiants des deux rives de la Méditerranée. « *Chaque pays ou chaque milieu possède ses spécificités, ses techniques et sa culture. Mais nous avons besoin de nous rencontrer et de nous mélanger pour comprendre le*

monde complexe dans lequel nous naviguons ». En corollaire, Mohamed Berrada insiste sur l'importance de l'éducation et de la formation pour s'adapter à un monde en perpétuelle évolution, qui va de plus en plus vite, et dont les règles d'hier ne seront pas forcément celles de demain. Une idée résumée par une très belle citation qui a conclu un de ses articles récents : « *Les analphabètes du XXI^e siècle ne sauront pas ceux qui ne savent pas lire ou compter ; ce sont ceux qui ne sauront pas apprendre, désapprendre et réapprendre* ». ■



Conférence de presse lors de l'inauguration de la FIFMA en juin 2010.

Création de la filière intégrée franco-marocaine (FIFMA)

Après l'Espagne, l'Italie, le Royaume-Uni, le Portugal, l'Allemagne et la Caraïbe, Sciences Po Bordeaux délivre désormais son diplôme à Casablanca à des promotions d'étudiants marocains et français, dans le cadre d'une filière intégrée de cinq ans d'études, réciproquement alternées entre le Maroc et la France. L'université qui a été retenue pour cette première sur le continent africain est celle de Mundiapolis à Casablanca, ville jumelée avec Bordeaux. Cet établissement, très moderne, compte 1150 étudiants et offre au total 50 programmes internationaux. La première cohorte d'étudiants de cette filière s'est effectuée à Casablanca en cette rentrée 2010-2011. Elle concerne uniquement les étudiants marocains qui rejoindront leurs collègues français à la rentrée 2011 pour la première année de fonctionnement « à plein régime » de la FIFMA.

La cérémonie officielle de signature de la convention entre Sciences Po Bordeaux et Mundiapolis a eu lieu mi-juin dans la métropole aquitaine en présence d'Alain Juppé, maire de Bordeaux et de Mohamed Sajid, maire de Casablanca.



La (jeune) dame de Shanghai



Aline Conus

Aline Conus, diplômée Sciences Po Bordeaux promotion 2000, vit et travaille à Shanghai. Elle a créé deux sites internet spécialisés dans la vente en ligne et la promotion de produits de luxe, principalement français, pour les consommateurs chinois. L'ancienne étudiante, qui emploie une vingtaine de salariés, est bien placée pour nous parler du développement économique de la mégalopole asiatique qui accueille actuellement l'Exposition universelle. Clin d'œil, dans le titre, au film mythique du grand Orson Welles avec la sublime Rita Hayworth dans le rôle principal...

La Tribune, Courrier Cadre, France-Infos, BBC News et beaucoup d'autres médias français et étrangers ont relayé l'aventure professionnelle d'Aline Conus.

La jeune femme, originaire du Jura, a débuté sa carrière dans le marketing pour le groupe Unilever avant de travailler dans le secteur du luxe chez LVMH. Elle s'est envolée ensuite pour la Chine où elle a occupé la fonction de directrice marketing et commerciale dans une entreprise d'import-export. Mais c'est la success story de ses deux sites internet qui attise la curiosité des journalistes. Le premier est dédié à la vente de vins fins, de spiritueux et de produits d'épicerie fine, le second à l'information sur la mode et aux cosmétiques (lire encadré). « Il est toujours étonnant de constater que mon quotidien suscite l'intérêt de titres de presse internationaux » explique-t-elle depuis Shanghai. La jeune française s'épanouit professionnellement dans une cité de 20 millions d'habitants, temple du business, considéré désormais comme le centre financier de l'Asie. Un point de vue partagé par l'ex-étudiante de Sciences Po Bordeaux, qui a enrichi son CV d'un diplôme de 3e cycle à la London School of Economics. « Shanghai est aujourd'hui la mégalopole asiatique la plus dynamique dans le secteur des affaires et le potentiel de croissance y est énorme » confirme-t-elle. « Beaucoup de sociétés multinationales délocalisent leur siège « Asie » de Tokyo, Singapour ou Hong Kong pour s'implanter ici. Cette tendance ne fait que commencer : Shanghai est tout simplement en train de devenir la plateforme asiatique des affaires ».

La ville non-stop qui ne dort jamais

Vivant au cœur de la plus grande ville de Chine, Aline Conus voit Shanghai comme une mégalopole flatteuse pour l'étranger, bouillante et attirante. « C'est un espace qui vit 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, 12 mois sur 12, où le buzz est présent chaque jour de l'année. On ne s'y repose jamais vraiment, mais on ne s'y ennueie jamais non plus. Shanghai attire des visiteurs du monde entier qui viennent voir la Chine s'éveiller. Cette ville regroupe un vivier de futurs dirigeants internationaux venus tisser des réseaux locaux et se constituer un carnet d'adresses afin de préparer l'avenir ». L'Exposition universelle qui s'achève le 31 octobre 2010 ne fait que renforcer le pouvoir d'attraction de « la capitale financière » chinoise. « J'ai organisé une visite de l'Exposition pour toute l'équipe de mon entreprise » précise Aline Conus. « Nous gardons un fabuleux souvenir de cet événement. Il pousse Shanghai et le pays en avant et permet aux visiteurs locaux de découvrir les cultures étrangères de façon plus concrète. Cela donne également envie aux consommateurs chinois de se procurer des marques internationales, ce qui est déjà le cas ». Un clin d'œil à son activité, qui bénéficie à la fois de l'essor de la vente en ligne sur internet et de l'engouement des Chinois pour les produits de luxe made in France et Europe. ■

Une stratégie haut de gamme

La société d'Aline Conus s'appelle e-luxurybrands.com, du même nom que son site portail qui présente l'entreprise et son activité. Son site de vente en ligne yangjiu.com commercialise de nombreux produits de luxe (vins, champagne, chocolat...) et attire 1 million de visiteurs uniques par mois. Son site d'informations et de publicité dédié à l'actualité de la mode www.mymingpai.com enregistre encore plus de consultations, notamment grâce à l'organisation de jeux concours. Au total, Aline Conus distribue ou représente plus de 120 marques, ce qui constitue la plus grande plateforme internet de produits de luxe occidentaux en Chine.